

Convention territoriale du 28 septembre 2013

Atelier 1 : le paysage et la dynamique industrielle en Sarthe

Animation : Jacques Gouffé
Compte-rendu : Samuel Guy

Avec la participation d'Agnès Michel, responsable de la commission Economie Social Service public d'Europe Écologie Les Verts, détentrice d'une maîtrise d'histoire politique et diplômée en Echanges Internationaux, elle travaille comme consultante indépendante dans le domaine bancaire, en tant que spécialiste de la réglementation internationale sur les risques bancaires (Bâle II et III).

Rappel du contexte :

Les transitions que nous devons mettre en oeuvre pour relever les défis des crises actuelles ne peuvent se décréter depuis un bureau. Elles seront portées par les acteurs/actrices des territoires, et ont déjà commencé à tracer leur chemin.

C'est pourquoi, samedi 28 septembre 2013, Europe Écologie Les Verts Sarthe a organisé sa première convention départementale. Elle s'inscrivait dans une série d'ateliers sur l'ensemble du territoire national pour approfondir notre travail, confronter nos idées et les concepts de l'écologie politique à la réalité de terrain.

En Sarthe, nos adhérents/tes ont choisi trois axes de travail :

- le paysage et la dynamique industrielle en Sarthe ;
- la transition énergétique et le secteur du bâtiment ;
- l'alimentation, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire.

Ces ateliers s'inscrivaient dans un esprit d'ouverture. De nombreux acteurs non adhérents/tes ont donc été invités. Ils représentaient plus de la moitié des personnes présentes.

Lors de ces ateliers, différents objectifs étaient visés :

- écouter les autres acteurs de la Sarthe et apprendre de leurs expériences, comprendre les difficultés propres à chacun des acteurs pour faire entrer le développement durable dans leur pratique, ou tout simplement les blocages qu'ils rencontrent.
- créer des liens et mieux se connaître pour prendre l'habitude de se contacter et de travailler ensemble.
- identifier les actions collectives possibles pour le territoire, identifier les dossiers à approfondir et définir un programme de travail, le cas échéant.
- permettre un espace d'expression sur les attentes des acteurs sarthois vis-à-vis d'un parti comme Europe Écologie Les Verts, ce qu'il peut pousser auprès de ses parlementaires et ministres, des actions ou propositions de lois qui les aideraient.

1^{ère} question identifiée par le groupe : écologie et productivisme, est ce compatible ?

Ecologie = prise en compte des limites matérielles et physiques des choses.

Productivisme = augmenter la production pour augmenter la valeur ajoutée (financière, ...). La production est vue comme une fin et non un moyen.

Une vision pourrait être de considérer que baisser le prix d'un produit peut permettre de développer un marché, le rendre viable, accessible à ses clients, et donc répondre aux besoins d'une population, à un coût accessible.

La production de masse est donc un moyen qui peut être utilisé pour développer des services ou pour l'enrichissement de certains. **La question est donc de voir quelle est la finalité du système : à qui profitent les bénéfices générés (richesses créées) ?**

Le risque identifié par les écologistes, c'est de remplacer **systematiquement** tout produit existant (même si ce qui est disponible donne satisfaction), de **générer** des besoins (inutiles), d'orienter les flux financiers vers des dépenses (R&D, marketing, ...) pour développer surtout des flux de ventes... qui empêchent de chercher des solutions aux vrais problèmes.

Conséquences : toujours plus, impacts sur l'environnement, sur les politiques publiques, sur les choix fiscaux & économiques...

Offrir tout à tous et toujours plus, pour moins cher n'est en fait pas durable, pas supportable à long terme, il y aura toujours une limite.

1^{ère} piste de réflexion : Il faudrait que les politiques publiques puissent tenir compte des externalités qui ne sont pas intégrées par le prix payé par le consommateur (et de fait sont supportées par le collectif via l'impôt, l'investissement collectif, ...).

Il peut être facile de considérer que le consommateur est responsable de ses actes : la consommation de masse et la qualité des produits est une réponse aux attentes de la société, des individus... Mais c'est aussi nier l'impact du marketing, de la communication, de la publicité, avec parfois des labels et un packaging qui orientent (trompe) les choix des consommateurs. Ces derniers, même bien informés, ne peuvent pas vérifier chaque donnée, comparer, être attentifs à tout. La plupart des consommateurs ne peuvent ou ne veulent faire l'effort intellectuel de tout questionner.

2^{ème} piste de réflexion : éduquer, faire progresser les consommateurs dans leurs choix, mettre en place des labels véritablement contrôlés (vérification amont, sanctions fortes en cas de non respect) et renforcer la capacité de censure par les consommateurs (renforcement du poids des associations de consommateurs, action de groupe, ...).

2^{ème} question identifiée par le groupe : cas de la filière automobile française

Le marché est soutenu à coup de subventions (aides directes, prime à la casse) pour maintenir une production de masse. Equation difficile à résoudre : on ne peut pas faire des voitures pas chères, et il y aura toujours un concurrent moins cher.

La pression est mise sur les sous-traitants : fournir des pièces moins chères. Ce n'est pas pour faire des voitures moins chères, mais pour augmenter la marge des constructeurs... le prix des voitures ne baisse pas si on regarde les coûts sur la durée, l'évolution des coûts et des gammes.

La solution recherchée par Renault avec Dacia : s'adapter à la demande, en phase avec l'évolution de la demande (moins une question d'image, mais un véhicule, pour se déplacer, pas cher, fiable).

Conséquence : pas de création d'emploi en France, délocalisation des phases d'assemblage intermédiaires, les sous-traitants français ne sont plus impliqués dans une chaîne complète : travail qui a moins de sens pour l'ouvrier, l'ouvrier a la sensation de travailler seulement pour le porte-monnaie du patron.

La relocalisation des productions est une fausse bonne idée : produire uniquement pour le marché national n'est pas envisageable, même si certains constructeurs communiquent sur un rapprochement entre la production et le lieu de vente. Le coût d'investissement d'une ligne de production ne permet pas de multiplier les sites de production. Et le producteur cherche le site le plus rentable.

3ème piste de réflexion : modifier la mentalité des entreprises françaises, avec des recrutements externes pour les postes de Direction et une vision trop financière. Favoriser l'évolution interne, faire monter les compétences, et créer une culture d'entreprise est plus profitable à long terme. Créer une solidarité entre le donneur d'ordre et le sous-traitant, avec une implication partagée sur la chaîne de valeur (notamment R&D) et la stratégie de la filière.

=> Cette culture rejoint des attentes écologistes (culture de projet, responsabilité, vision à long terme, mutualisation, intérêt général)

Une question centrale est celle du projet industriel National ? L'Etat a-t-il un rôle à jouer ? Y-a-t-il un avenir pour l'automobile en France et comment ?

- On ne peut pas compter sur le patriotisme économique et jouer sur la corde sensible (acheter français, même si c'est plus cher).
- Il faut tenir compte du marché : l'âge moyen de l'acheteur de voiture neuve est de 53 ans. 50 % des acheteurs sont retraités...
- Il y a un pb de positionnement de gamme de la production française, mal adaptée...
- Un défaut de stratégie, avec une image/positionnement flou, qui évolue (ex : Renault. Un jour on mise sur bcp d'électronique, puis bcp d'innovation, puis on vise le bas de gamme, puis...).

4ème piste de réflexion : le projet industriel doit permettre d'identifier le besoin, le marché et la stratégie -> positionnement de gamme, stabilité, image, fidélisation de la clientèle (par opposition à une politique d'opportunités).

En Sarthe, on a des pépites industrielles, des entreprises de l'automobile qui ont une carte à jouer. Mais comment peuvent-elles sortir leur carte du jeu ? Les politiques peuvent-ils les soutenir quand elles sont soumises à des donneurs d'ordre / clients de type grand groupe ?

Les limites de l'industrie française :

- des niveaux de salaires élevés : ça devient un réel problème quand les salaires représentent 10, 15, 20, 30 % du prix final d'un produit.
- Le patron français (trop) souvent vu comme un profiteur, qui s'enrichit sur le dos des salariés.
- La taille des entreprises et la structure du capital : on a beaucoup de petites PME. Quand un entrepreneur part à la retraite, il vend à un grand groupe, l'entreprise est délitée, les savoirs partent. Par contre, en Allemagne, elle est vendue à une entreprise de taille intermédiaire, au capital familial : on a plus une transmission de l'entreprise. Ceci est possible grâce à la fixité du capital de l'acheteur, qui n'est pas animé par une vision uniquement financière.

En France, on aime les grosses entreprises, les grandes marques, les multinationales. Vision héritée du Colbertisme ? De la mentalité d'un pays historiquement agricole ? Il y a aussi une forte consanguinité des dirigeants politiques et économiques (même filières de formation, grandes écoles et ENA).

Les entreprises du CAC 40 sont dirigées par des « héritiers », des financiers, il n'y a plus d'entrepreneurs mais des gestionnaires... idem pour les syndicats dont les grandes centrales sont loin de la base et ont perdu en représentativité.

Même si c'est une chance d'avoir des grandes entreprises multinationales, il manque surtout la structuration d'Entreprises de Taille Intermédiaire. En outre, les Grands Groupes bloquent l'évolution des normes, l'innovation, l'accès au marché pour des petits concurrents...

5ème piste de réflexion : abandonner l'obsession des grands fleurons (champions) industriels qui a conduit à délaisser la production de biens de consommation courante... et une large part du marché des productions industrielles.

6ème piste de réflexion : soutien des acteurs publics pour favoriser le rachat d'une entreprise par ses salariés (par exemple abondement au capital de 1 € public pour chaque euro amené par les salariés).

7ème piste de réflexion : ouvrir l'ENA à un public plus large. Demander aux Enarques de travailler (5 ans ?) dans des PME. Ce serait bon pour eux (se confronter à la réalité) et pour les Entreprises (qui bénéficieraient de ces excellents cerveaux).

Réflexion sur les systèmes d'aides et soutiens à l'industrie :

- la prime à la casse : à qui a-t-elle profité ? Les petites voitures fabriquées hors du territoire.

- aide aux EnR : les constructeurs français de panneaux photovoltaïques ont-ils profité du système ? Combien de poêle à pellets vendus en France sont-ils français ?

8ème piste de réflexion : les outils de soutien à la production industrielle / consommation doivent favoriser l'industrie française, soutenir les matériels de bonne qualité, ...

3^{ème} question identifiée par le groupe : La nécessité d'une valeur ajoutée partagée

La faiblesse d'une entreprise peut aussi venir du manque d'anticipation des dirigeants/actionnaires. Il faut anticiper la transmission, prendre les mesures préalables, avoir en tête la pyramide des âges des salariés, développer une politique qui renforce l'attractivité de l'entreprise, avec juste répartition de l'affectation des bénéfices, des politiques salariales, de l'attribution des dividendes...

=> bien identifier qui a intérêt à bénéficier de la rentabilité de l'entreprise (Les salariés ? Les dirigeants ? Les clients ? Les investisseurs?) et répartir les richesses pour garantir que l'intérêt de chacun est bien assumé, avec une vision à long terme.

Exemple de l'Institut Automobile du Mans : l'action des responsables politiques permet de montrer aux gros donneurs d'ordre comment le territoire est capable de réagir très vite et très bien aux évolutions (innovation, contexte socio-économique, ...). Ce travail en réseau permet de créer des habitudes de travail, une capacité d'adaptation des outils et des méthodes (produits et process).

Le discours vise aussi à montrer la stabilité de l'environnement industriel local par opposition à ce qui se passe dans les pays concurrentiels (concurrence entre pays à bas prix, transfert de technologies, instabilité, manque de formation, de compétences techniques ou de méthodes) => la France restera un terreau où les grands groupes pourront revenir, se redéployer, à condition que leurs sous-traitants aient pu se maintenir.

9ème piste de réflexion : développer les réseaux d'entreprises sur le territoire, faire travailler les différents établissements ensemble, de manière complémentaire, mutualiser les moyens.

3^{ème} question identifiée par le groupe : Energie / Développement Durable / avenir Industriel / bassin Sarthois

La mise en place de la filière de formation « techniciens de maintenance de parcs éoliens » - activité en fort développement - a nécessité un travail en commun (élus, Education Nationale, techniciens).

La filière « maintenance » a été choisie en partie du fait de la difficulté à faire venir des industriels pour produire les pièces d'éoliennes. Les consortium (fabricants, installateurs, exploitants) ne participent pas à la concertation locale, ce qui permettrait pourtant d'identifier les besoins futurs (emplois, formation).

Les entreprises Sarthoises ont du mal à se faire connaître, à être identifiées (acoustiques, composite, ...)

Les Régions se font compétition pour développer leurs filières, leurs formations ...

Il y a aussi une difficulté à l'intérieur de la région même (lutte Le Mans / Nantes+ St Nazaire)

=> Réelle problématique de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences

=> On sait ce qu'il y a faire, on sait comment il faudrait le faire, mais pourquoi n'y arrive-t-on pas ?

10ème piste de réflexion : il faut que les régions élaborent des politiques de coopération entre elles, des stratégies cohérentes, et suppléent l'absence de l'Etat des politiques économiques de terrain.

Financièrement, les outils existent, il y a des outils de financement et d'accompagnement : Sarthe Expansion, BPI, banques. Mais les PME n'arrivent à mobiliser ces financements.

Le coût d'investissement de départ est un vrai frein, surtout dans une logique « Développement Durable », avec des investissements de départ élevés et une rentabilité à long terme.

Pour créer une entreprise innovante : il faut être musclé, extrêmement volontaire.

Une alternative : SOLIDEA, qui se positionne comme un tiers financeur, apporteur de soutien financier, pour jouer le rôle de levier et palier l'insuffisance des moyens classiques institutionnels. Les entreprises ont décidé de se financer elles-mêmes.

11ème piste de réflexion : pour accompagner le développement de l'économie locale et miser sur des filières d'avenir, il faut identifier les filières qui seront compétitives. Celles où les coûts de transport sont importants, car il deviendra plus intéressant de produire localement.

L'économie sociale et solidaire apporte aussi un élément de réponse.

=> L'ESS peut rendre visible les services que des entreprises à utilité sociale peuvent rendre aux autres entrepreneurs « classiques »

Il faut également penser la place de l'homme dans le travail : on constate de plus en plus de frustrations par rapport au travail lui-même. La question du salaire va aussi avoir un impact en changeant de modèle, on peut perdre du « pouvoir d'achat », mais cela permet aussi de poser la question du « reste autour » (gain en qualité de vie).

La question de la santé au travail est trop absente du débat.

12ème piste de réflexion : Ce n'est pas en « verdissant » la production qu'on y arrive. Il faut aussi changer les pratiques dans l'entreprise, la place des hommes et des femmes.

Attentes des participants :

- Remettre au cœur du débat et des politiques le rôle des hommes et des femmes « on travaille pour vivre et pas le contraire ».
- Plus de faits, plus de factuel, moins d'idéologie.
- Vraie inquiétude par rapport à la capacité à donner du travail au gens, aux jeunes, mais aussi pour des plus âgés (55 ans qui cherchent « 1 trimestre »).
- Besoin de prendre soin des gens dans les réorganisations, l'organisation du travail.
- Il faut faire émerger une génération d'élus capables de faire bouger les choses, de parler avec les entreprises, de comprendre le monde de l'entreprise.
- Aider les petites entreprises à obtenir les prêts nécessaires, à assurer le fond de roulement.
- Cohérence des politiques, stabilité des objectifs et des moyens : définir un cap, les moyens : montrer une voie.
- Non pas « faire à la place des entreprises », mais les accompagner, les mettre en réseaux , les aider à faire leur travail.

Contact : sarthe@eelv.fr